

Dix ans après le génocide, Retour à Bisesero

Vincent Hugué

L'Express, 13 avril 2004

Dix ans après, les envoyés spéciaux de L'Express ont sillonné ces collines où, en juin 1994, les tueurs traquaient encore les ultimes rescapés tutsi. Et où les fantômes du génocide n'en finissent pas de hanter les survivants.

Craintif, les yeux baissés, tassé sur un banc minuscule, Marcel chuchote des réponses laconiques. Le mince filet de voix de ce gamin fluët exprime pourtant une vaste ambition. « Plus tard, j'aimerais être président de la République rwandaise. » Marcel ira peut-être loin, mais il vient de plus loin encore. Ce miraculé a vu le jour le 25 juin 1994, en plein génocide, sur une colline de Bisesero, théâtre trois mois durant d'un carnage méthodique. Ce samedi-là, sa maman, Bernadette, accouche seule. Elle coupe le cordon ombilical avec le tranchant d'un branchage brisé. Pour échapper à la traque frénétique des miliciens hutu, la mère se glisse sous les cadavres de ses frères, massacrés. Quand la puanteur devient insoutenable, elle part en quête d'un charnier plus récent. Parfois, la nuit, la rescapée tutsi cuit des patates douces dans les braises fumantes d'une case incendiée. Marcel n'ignore rien de sa naissance. « Le plus dur, souffle-t-il, c'est de n'avoir pas pu téter le lait maternel. » A bout de forces, squelettique, le crâne enfoncé par un gourdin clouté, Bernadette tente vainement de nourrir le nouveau-né : ses seins sont secs. Le 30 juin, elle se traîne au-devant d'un convoi militaire, « pour en finir ». Mais les intrus, marsouins français du dispositif « Turquoise », déployé depuis une semaine dans l'ouest du pays des Mille Collines, ne lui veulent aucun mal. « Sans eux, murmure la survivante, le petit serait mort. » Bernadette sait alors que ses trois aînés ont péri sous les coups de machette. Mais elle découvre, stupéfaite, que son mari, Azarias,

a, lui aussi, échappé aux bourreaux. Comme le veut l'usage, le couple dote le bébé d'un patronyme rwandais. En kinyarwanda, Nsengumuremyi. « Louons le Créateur ».

Celui-ci le mérite-t-il vraiment ? Voilà dix ans, le 6 avril 1994, le crash du Falcon 50 du président Juvénal Habyarimana, foudroyé par un missile sol-air, déclençait un holocauste planifié de longue date. Bilan : plus de 800 000 tués, tutsi pour la plupart, rejoints dans l'au-delà par les Hutu réfractaires au délire « ethniste » du pouvoir. Fait unique, les reliefs escarpés et verdoyants de Bisesero ont opposé aux fantassins de la solution finale rwandaise une résistance farouche, désespérée. Et vaine : au plus, 3 000 des 50 000 réfugiés reviendront de l'enfer (1). Cette rébellion aura valu aux éleveurs et aux paysans rescapés la construction d'un imposant mémorial, édifié sur la colline de Nyankomo. On en gravit les coursives de roche et de ciment comme un chemin de croix. D'abord, une arche de béton, blanc et mauve, la couleur du deuil. Ensuite, cette stèle aux neuf lances pointées vers le ciel, fichées dans un lit de cailloux, rappel du maigre arsenal dont disposaient les insoumis face aux fusils d'assaut et aux grenades des agresseurs. On traverse ensuite une antichambre hexagonale et trois lourds bâtiments de brique rouge, dont les neuf salles – référence aux neuf communes de la province de Kibuye – abriteront bientôt autant d'ossuaires. Pour l'heure, les crânes et les ossements reposent en contrebas, sous les tôles d'un hangar. Enfin, au sommet, une fosse commune que couvrent sept dalles de marbre gris piqueté de noir. C'est vers ce mausolée que convergent en silence et d'un pas lent une poignée de villageois abaseseros (résidents de Bisesero). Tous vêtus d'un veston élimé, chaus-

sés de bottes de caoutchouc et coiffés d'un chapeau tyrolien ou d'une réplique de borsalino. Là, allongés dans l'herbe ou au pied d'un arbre, sur un tapis d'aiguilles de pin, les revenants racontent. Pour avoir repoussé les hordes d'assaillants hutu lors des pogroms de 1959, de 1962 ou de 1973, Bisesero s'est taillé une réputation de promontoire inexpugnable. Au point d'attirer, dès les prémices de la boucherie, des milliers de Tutsi fuyant les hameaux voisins. Vétéran de 1959, Aminadabu Birara, épaulé par son fils, organise jusqu'à son décès la défense sur la colline de Muyra, haut lieu des exploits passés. « Nous combattions avec des piques, des lances et des bâtons, confie son adjoint, Siméon Karamaga. De l'arrière, les femmes et les enfants nous alimentaient en pierres. » Submergés par les vagues d'assiégeants munis d'armes à feu, les insoumis répliquent par la tactique du kwivanga (« se mélanger »). Couchés dans les broussailles, ils se ruent soudainement sur l'ennemi, contraint à un corps-à-corps meurtrier. Et le stratagème paie. « Au début, ils perdaient plus d'hommes que nous, soutient Eric Nzabihimana, alors instituteur. Jusqu'à dix par jour. » La douzaine de fusils saisis ? « Inutiles, soupire-t-il. Un seul d'entre nous savait s'en servir. Et nous n'avions pas de munitions. On les a donc enterrés, avant de les remettre aux Français. » La ténacité des Abaseseros déroute les interahamwe (militiens hutu). Répit trompeur.

Car, le 13 mai, les assassins lancent une terrible offensive combinée. Soldats des Forces armées rwandaises (FAR), caïds de la garde présidentielle, gendarmes, policiers communaux, flanqués de leur cohorte de supplétifs, font pleuvoir un déluge de feu. Ils reçoivent les renforts de tueurs chevronnés venus des préfectures de Cyanguu, de Gisenyi, de Gikongoro, de Ruhengeri. C'est l'hallali. « Nous, confesse un interahamwe détenu à la prison de Gisovu, on avançait dans leur sillage en les encourageant, on achevait les fuyards à la machette et à la massue, puis on partageait sur place le bétail dépecé. » C'est alors que la plupart des femmes, dont les enfants entravent la cavale éperdue, seront massacrées. « Là, se souvient Eric, nous pensions périr jusqu'au dernier. Plus question de résister. Restait à courir le jour et à se planquer la nuit. » Antoine désigne les buissons où, le bras tailladé et la cheville brisée par une balle, il se

terre alors, au pied d'un bosquet pentu. Antoine voit les équarisseurs longer son abri ; il entend l'agonie de ses compagnons débusqués. Le soir, à son retour, la maison a des allures de morgue. « Toute ma famille anéantie. Papa, maman, mes deux sœurs, mon demi-frère, mes oncles... Ils étaient si nombreux que j'en oublie. » Quitter le réduit encerclé tient du suicide. Deux groupes de jeunes tenteront une sortie en juin, l'un vers le Zaïre, l'autre vers le Burundi. « Dans les deux cas, tous y resteront, sauf un », lâche Siméon. Exténués, blessés, affamés, malades, transis sous la pluie, les spectres de Bisesero mâchent des tiges de maïs chapardés la nuit ou avalent une bouillie de sorgho encore vert. « On évitait d'allumer des braseros, aisément repérables, précise Eric. Et l'on buvait l'eau où baignaient les cadavres. »

Les revenants savent tout du zèle furieux des notables locaux. A commencer par le préfet Clément Kayishema, médecin de formation. Lui, l'ordonnateur, dès la mi-avril, des massacres des Tutsi parqués dans l'église et le stade de Kibuye – 12 000 morts environ – sillonne la région, ordonne les battues, houspille les moins enragés, réclame en guise de trophées les mains de rebelles mutilés ou la tête tranchée d'un « cancrelat » tutsi. A ses côtés paradedent l'homme d'affaires Obed Ruzindana et Alfred Musema, directeur de l'usine à thé de Gisovu. Ces logisticiens de l'itsembatsemba – extermination ethnique – fournissent les machettes et la bière, ou convoient les soudards à bord de leurs camions. « Kayishema a animé une réunion publique l'avant-veille de l'arrivée des Français, rapporte Ozias, son ancien chauffeur. Il somme alors les gens de dénoncer ceux qui cachent encore des Tutsi et de raser les maisons brûlées, histoire d'escamoter les preuves. » « Nettoyons tout avant la venue de nos amis », lâche le fossoyeur dans un bar. Dépité par la froideur des marsouins du régiment d'infanterie de chars de marine de Vannes (RICM), installés dans une école technique de Kibuye, le préfet évite ces Français dont il croyait faire ses alliés. Méprise ô combien compréhensible...

Le 25 juin 1994, je parcourais en compagnie de deux confrères – un Anglais et un Américain – les pistes de Bisesero, chaos de rocaïlle grise et de poussière ocre. « Il faut y aller, nous avait glissé peu avant un prêtre croate, établi au Rwanda depuis des lustres.

Là-bas, ça continue. Tous les jours. » Lui avait entendu sur un barrage un gang d'interahamwe se vanter de « retourner au travail ». Le travail ? Une version hutu de la « corvée de bois ». Le lendemain, nous croisons une colonne de militaires français accompagnés d'une équipée de reporters. Aussitôt, l'envoyé spécial du Times, Sam Kiley, et moi-même informons, carte à l'appui, le capitaine de frégate Marin Gillier, chef du détachement, du carnage en cours sur les hauteurs voisines. Or trois jours s'écouleront entre la première incursion des commandos de l'air de Nîmes, relatée par Patrick de Saint-Exupéry dans un reportage saisissant (2), et le sauvetage des ultimes survivants. Une source haut placée du ministère de la Défense me confiera plus tard que la présence de Sam Kiley, soupçonné de collaborer avec les services de renseignement de Sa Majesté, avait éveillé au sein de la hiérarchie tricolore la crainte d'un « coup tordu ».

Dans un courrier adressé en 1998 à la Mission d'information parlementaire sur le Rwanda, présidée par Paul Quilès, le capitaine Gillier évoque une rencontre avec « deux journalistes britanniques », omettant de citer celui de L'Express. Plus étrange encore, l'officier prétend n'avoir découvert que le 30 juin la tragédie de Bisesero, et de manière fortuite. Epais mensonge, qu'infirmant, au-delà de nos propres souvenirs, les récits recueillis auprès de maints rescapés et de miliciens emprisonnés. Car, soixante-douze heures auparavant, ayant appris, grâce à sa radio ondes courtes, l'imminence du déploiement Turquoise, Eric Nzabihimana jaillit à découvert dès qu'il aperçoit, sur la route montant vers Bisesero, un modeste cortège emmené par deux Jeep. « Arrêtez-vous ! hurle-t-il. Si vous êtes venus nous sauver, écoutez-moi ! »

Méfiant, les soldats français consentent à prêter l'oreille à ce zombie en haillons, d'autant qu'il leur montre des cadavres encore chauds, gisant sur le bas-côté. Bientôt, d'autres fantômes, hébétés et décharnés, jaillissent des fourrés. Plusieurs repèrent, dans la voiture de tête, un certain Jean-Baptiste Twagirayezu, enseignant recruté le jour même comme traducteur. « Il est des leurs ! s'indigne un mort vivant. Je le reconnais. Il a été mon professeur. Il a tué. » De fait, le bourgmestre de Gishyita, Charles Sikubwabo, génocidaire acharné, a chapitré ce singulier guide, l'enjoignant de persuader les Français que les

Hutu, paisibles paysans, travaillent sous la menace des inkontanyi - ou bagarreurs, surnom des insurgés tutsi - du Front patriotique rwandais (FPR).

Grossière, l'imposture aurait pu prendre, tant les « Turquoise », intoxiqués par leurs chefs, formés au combat, guère équipés pour une mission humanitaire, s'attendent à croiser le fer avec des infiltrés rebelles, au cœur d'un sanctuaire FPR. Il faudra du temps pour les convaincre que Bisesero n'est pas un champ de bataille, mais un cimetière sans sépultures. Eric et les siens supplient le lieutenant-colonel « Diego », à l'évidence ébranlé, de rester sur place, d'y laisser une escouade dissuasive ou, à défaut, de couvrir l'exode vers Kibuye. Certains se couchent même devant les 4 x 4. Peine perdue. « Nous ne pouvons rien dans l'immédiat, leur rétorque-t-on. Rentrez dans vos cachettes et tenez bon. Nous reviendrons dans trois jours. » Atterrés, les naufragés tutsi ont beau objecter que les miliciens qui les guettent sur les collines alentour auront tout loisir d'exterminer entre-temps ceux qu'ils viennent de voir sortir de leur abri, rien n'y fait. « Décision inexcusable », accusent les enquêteurs d'African Rights. De fait, plus de la moitié des 2 000 rescapés sortis ainsi de l'ombre seront achevés au terme de raids d'une intensité inédite. « Ils ont "travaillé" sans relâche, du matin au soir, insiste Eric. Avec une artillerie inconnue jusqu'alors. Comme s'ils savaient que le temps leur était compté. » Quand l'équipe de Diego rebrousse chemin, confirme un interahamwe, le maire de Gishyita envoie à Bisesero toute la « main-d'œuvre » disponible. Avec ce mandat : « Finissons-en. Ils sont regroupés, ce sera plus facile. » Le 30, lorsque les marsouins déboulent enfin, on recense 800 survivants. D'autres miraculés émergeront ensuite. Deux hélicoptères achèment les moribonds les plus gravement blessés vers l'hôpital de Goma (Zaire). Souvenir mitigé. « Ils voulaient amputer à tout prix, déplore Narcisse. Et on nous laissait nus, hommes, femmes et enfants mêlés. »

Sur la colline, les suspensions réciproques ont la vie dure. Fin juillet, quand les protecteurs en treillis invitent les rescapés à choisir entre le statu quo et le transfert vers les secteurs tenus par le FPR de Paul Kagamé, le verdict est unanime. « Tous ont choisi le départ, note Eric. Dès lors, les Français cesseront de nous fournir vivres et boissons. Et deux d'entre

nous, partis en quête de nourriture, seront tués à la machette. » Devenu maire du district d'Itabire, l'ancien instituteur n'a pas oublié la confiance d'un Turquoise, prénommé Eric lui aussi : « En fait, nous ne sommes pas venus vous secourir, mais épauler le gouvernement intérimaire hutu. Hélas, il était trop tard. » L'inertie envers les gourous locaux de l'holocauste laisse pantois. A Gishyita, l'école qu'occupe le détachement tricolore juxta le camp d'entraînement où le bourgmestre enseigne aux miliciens le manie- ment du fusil. « Les Français nous voyaient monter et descendre de Bisesero, admet l'un d'eux. Ils nous suivaient à la jumelle, mais n'ont jamais rien dit. »

Il serait injuste et vain d'accabler des soldats largués sans préavis dans un tel gouffre. Beaucoup ne furent que les figurants, souvent effarés, d'une mascarade qui les dépassait. Au pire, Turquoise aura été l'écran de fumée censé couvrir la débandade de nos méprisables protégés ; au mieux, un tardif acte de contrition. Car la France savait tout du dessein criminel de l'akazu, la clique des fanatiques de la suprématie hutu réunis autour d'Agathe, l'épouse du président Habyarimana. Les indices sont légion. Par où commencer ? Tel gendarme, venu alerter ses supérieurs sur l'ampleur des massacres ethniques perpétrés dès 1991, sera réduit au silence. Des rapports d'experts, argumentés et précis, jauniront dans les tiroirs. Des instructeurs français entraînent et équipent les bidasses qui fourniront l'avant-garde des génocidaires. Aux barrages, les paras bleu-blanc-rouge supervisent des contrôles d'identité qui seront, pour tant de civils tutsi, l'antichambre du cachot ou de la mort. Le chef du Détachement d'assistance militaire et d'instruction (Dami) de Kigali est aussi, en 1992, le conseiller spécial de la présidence et, de fait, le patron des FAR.

Que dire du tri honteux opéré, aux premières heures du génocide, lors de l'évacuation de l'ambassade de France, lorsque les employés tutsi, refoulés, furent livrés aux machettes des bourreaux ? Que penser du traitement princier réservé à la veuve du président assassiné, promptement exfiltrée avec quelques-uns des cerveaux de l'holocauste ? Au nom de quoi a-t-on livré de l'armement à la troupe des tueurs, bien après le début des pogroms ? Pourquoi avoir reçu à Paris, et avec tant d'égards, les émis-

saires d'un gouvernement fantoche et criminel ? Les noms, les dates, tout a été dit, écrit, sans susciter pour autant d'examen de conscience. La mission Quilès ? L'indigence de son verdict éclipse le sérieux de ses travaux. Il faut, dix ans après, se rendre à l'évidence : au Rwanda, la France s'est abîmée dans le déshonneur. Par veulerie, par cécité, par ignorance, par fidélité aux chimères coloniales. Il faut redire que, dans ce naufrage, la responsabilité de François Mitterrand fut écrasante. Tout comme celle d'une coterie d'officiers ivres de leur pouvoir de l'ombre, hantés par le fantasme du complot anglo-saxon ourdi contre notre pré carré. On entend déjà couiner le chœur des « patriotes » outragés. Mais leur patrie n'est pas la nôtre. Et jamais leur antienne, dérisoire, ne couvrira les râles et les sanglots des suppliciés. N'en déplaise à Paul Kagamé, tombeur du « hutu power » et président autocrate, la France n'a pas orchestré le génocide. Non. Voilà un anathème commode, qui absout à bon compte les acteurs africains de la tragédie. Mais, oui, Paris s'est rendu complice de cette plongée abyssale dans le mal absolu.

Aux prises avec son ineffaçable cauchemar, le pays des Mille Charniers s'évertue à renouer les fils de la vie. Pour preuve, les gacaca, ces tribunaux coutumiers chargés de juger les tâcherons du génocide, complices, pillards et, à les entendre, assassins par inadvertance ou par docilité. En ce jeudi d'avril, on gravit un raidillon empierré jusqu'au prétoire à ciel ouvert de la cellule de Buseso, secteur de Gihombo, district de Rusesyi. Le public – hutu en quasi-totalité – a pris place sur un talus herbeux. Quant aux 19 juges, choisis par les villageois, ils siègent sur le chemin. Trois bancs, un coffret de bois où l'on consigne, sous clef, dépositions et documents, voilà pour la cour. En guise de prologue, un notable du cru joue les gardes champêtres. On apprend ainsi que les paysans pourront amener sous peu leurs vaches à la saillie et les faire vacciner. L'orateur tance ensuite ceux qui boudent les audiences du tribunal et les menace d'une amende de 500 francs rwandais (moins de 1 euro). Une prière, un instant de silence en mémoire des martyrs, la séance est ouverte. On aura droit, trois heures durant, à un défilé de menteurs et d'amnésiques. Les suspects interrogés n'ont rien vu ; d'ailleurs, ils n'étaient pas là. Ceux qui ont volé

des tôles jurent avoir depuis dédommagé les propriétaires. Cette table ? « Mon patron me l'a prêtée avant de mourir. » On nie avec un entêtement de terrien, l'air buté, les mains calleuses croisées dans le dos. Est-ce la lassitude ? Le rappel permanent par la présidente des peines encourues pour faux témoignage ? La pugnacité de la greffière, que la colline a vainement tenté de destituer la semaine précédente, tant l'acuité de ses questions dérangeait ? Au fil du temps, la conspiration du silence se fissure. Des voix s'élèvent. « Ce jour-là, tu m'as dit que tu ne craignais plus rien, puisque tu avais déjà goûté le sang », « Tu avais en main une machette et un gourdin ». Les prévenus démasqués s'enferment. Puis feignent de retrouver la mémoire. « Ah, ça me revient... » Un prisonnier fraîchement libéré demande la parole. Pour avoir avoué le meurtre de la mère de l'unique rescapée tutsi présente, assise non loin de lui, il a retrouvé son village. Souvent, le retour des seconds couteaux, objet d'un décret présidentiel, délie les langues. Car celui qui vient de croupir à l'ombre pendant cinq ans dénonce volontiers ses acolytes impunis. « Près de 260 repentis sont rentrés chez moi, avance Eric Nzabihimana. A part les querelles d'après-boire, ça se passe plutôt bien. Les familles des victimes les tolèrent, car l'aveu leur permet d'amorcer le deuil. » Reste que la peur rôde encore. Ça et là, des témoins gênants sont assassinés ; et des captifs achètent les confessions d'un codétenu pour mieux se disculper. Reconnaître ses crimes, soit. Quant à éprouver remords ou compassion...

Non loin de là, les Hutu de Mugonero ont entrepris d'exhumer les squelettes enfouis dans les charniers dispersés aux abords de l'hôpital adventiste, tombeaux anonymes pour un malheur sans nom. Près de 20 000 Tutsi auraient succombé ici avec la bénédiction de leur pasteur, Elizaphan Ntakirutimana, et le concours forcené de son fils Gérard, directeur de la clinique. Que ressentent-ils, ces paysans goguenards, à l'heure d'arracher à la terre les ossements de ceux que, peut-être, ils ont taillés à la machette ? « Ambigu, convient Apollinaire, le maire de Rusenyi. Certains regrettent sincèrement. D'autres se demandent comment ils ont pu céder à la frénésie meurtrière. D'autres encore remettraient ça demain si on le leur ordonnait. »

La brume et la pluie ont noyé le mémorial de Biseseo dans la grisaille. Ici, le chagrin et la solitude ont rongé les âmes. Comment accepter d'avoir survécu quand on a assisté, impuissant, à l'agonie de l'être aimé ou de ses enfants, dont le dernier regard, incrédule et terrifié, disait la douleur du sentiment d'abandon ? Dans la salle des profs, sans fenêtre ni lumière, de l'école primaire de Marcel, on a empilé les panneaux plastifiés de français deuxième année. « Je te présente ma famille, annonce sur l'un d'eux un garçon radieux. Mon père, ma mère, mon frère et ma sœur. » Jamais, ici, notre langue n'a paru à ce point étrangère.

Créé à la fin de 1994, le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), établi à Arusha (Tanzanie), a pour l'heure prononcé 21 verdicts et condamné 18 accusés, dont 10 à la prison à vie. 20 inculpés sont en cours de jugement, 22 autres en attente de procès. Enfin, une quinzaine de « génocidaires » présumés sont en fuite ou en exil.